

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Accord-nucleaire-avec-l-Inde-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°40 > **Accord nucléaire avec l'Inde : les USA et la France, entre cynisme et irresponsabilité**

1er novembre 2008

Accord nucléaire avec l'Inde : les USA et la France, entre cynisme et irresponsabilité

Le 6 septembre 2008, le Groupe des fournisseurs nucléaires (ou Nuclear Suppliers Group, soit NSG), qui rassemble les 45 pays fournisseurs d'équipements nucléaires, a validé un ensemble de dérogations permettant l'entrée en vigueur d'un accord nucléaire, dit "Accord 123", signé en juillet 2007 par l'Inde et les USA.

Il s'agit d'un événement d'une gravité extrême car l'Accord 123 prévoit la vente à l'Inde de technologies et de matières nucléaires alors que, comme tout pays non signataire du Traité de non-prolifération (TNP), l'Inde est théoriquement exclue de telles transactions.

L'Accord 123 prévoit de façon incroyable que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) n'inspectera en Inde... que les installations nucléaires qui ne servent pas à l'élaboration d'armes atomiques. C'est exactement comme si des gendarmes s'engageaient, auprès de voleurs, à ne pas patrouiller pendant les heures prévues pour réaliser des cambriolages.

D'ailleurs, le 1er août, devant le NSG, l'AIEA a elle-même accordé aux USA et à l'Inde les dérogations indispensables à l'entrée en vigueur de l'Accord 123. En agissant ainsi, l'AIEA a ouvertement bafoué ses propres missions et a définitivement prouvé, si cela était encore nécessaire, qu'elle agit au profit des pays dominants et non en faveur de la sécurité de la planète.

La France a joué, aux côtés des USA, un rôle prépondérant pour que le NSG finisse par accepter l'inacceptable. Lors d'une première session du NSG les 21 et 22 août, l'Irlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suisse ont courageusement résisté. Mais les administrations Bush et Sarkozy ont reconvoqué tout le monde début septembre... et arraché les ralliements un à un. Nul doute que des menaces de sanctions commerciales ou autres ont été brandies à l'encontre des 6 "gêneurs".

Dans un grand article publié par le quotidien suisse Le Temps, Bruno Pellaud, ancien directeur-général adjoint de l'AIEA explique que la réunion du NSG "s'est achevée dans une atmosphère glaciale, sans les applaudissements qui ponctuent habituellement les négociations réussies, avec à

l'écart un ambassadeur exaspéré déclarant impassiblement à qui voulait l'entendre : « Ci-gît le TNP, qu'il repose en paix. »".

Il est important de noter que, alors que cette affaire a fait les gros titres de la presse étrangère, y compris aux USA où le New York Times a apporté le 31 août son soutien au "groupe des six", aucun média français n'a traité du sujet. Il est difficile de ne pas y voir une soumission aux exigences de l'Élysée qui espère pouvoir vendre en Inde des réacteurs nucléaires.

Il est d'ailleurs vraisemblable que la France a marchandé son soutien à l'accord controversé en échange d'une part du "gâteau" : les USA auront la part du lion, mais Areva devrait obtenir, en lot de consolation, la livraison à l'Inde de quelques réacteurs EPR qui, il est vrai, n'auraient aucune chance d'être vendus hors d'un tel marchandage.

Avant la réunion du NSG, le Réseau "Sortir du nucléaire" a diffusé plusieurs communiqués, écrit à l'Élysée et à Matignon, et organisé une "cyber-action" pour tenter de peser sur la décision française. Mais l'AFP ni aucun autre média n'a daigné évoquer ces démarches et la quasi-totalité des citoyens français ignore le rôle injustifiable joué par les dirigeants français.

En bafouant à ce point les règles de non prolifération, les USA, la France, l'AIEA et le NSG ont donné de parfaits prétextes à tout pays qui, ouvertement ou secrètement, tenterait d'accéder à l'arme atomique. C'est d'autant plus choquant que c'est sous prétexte de lutte contre la prolifération nucléaire que MM Bush et Sarkozy dénoncent le programme nucléaire iranien.

La situation est telle que, désormais, on ne sait plus trop si la prochaine catastrophe nucléaire sera un Tchernobyl ou un Hiroshima. Il est grand temps que les peuples prennent en main leur destin avant d'être anéantis par les actes cyniques et irresponsables des dirigeants industriels ou politiques.

Stéphane Lhomme

Porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire"

stephane.lhomme@sortirdunucleaire.fr